

Suivi des crédits aux entreprises à la Guadeloupe au 30 septembre 2014

Au 30 septembre 2014, l'encours total des crédits aux entreprises déclarés au Service central des risques (SCR) de la Banque de France s'élève à 4,5 milliards d'euros (+3,4 % sur trois mois). Les concours mobilisés, qui représentent 88,0 % de l'encours total, enregistrent une croissance de 3,8 % sur le trimestre, imputable exclusivement à la progression des crédits à moyen et long terme (+4,6 %). Les crédits mobilisables sont stables sur trois mois (+0,0 %). Sur un an, l'encours total des crédits croît de 4,2 %.

Les secteurs des activités immobilières, de soutien aux entreprises et du commerce captent 79,7 % des financements. L'immobilier, premier bénéficiaire de l'activité de crédit (46,0 % de l'encours total), reste bien orienté sur trois mois (+3,6 %) et enregistre une hausse marquée sur un an (+16,8 %). En parallèle, si les activités de soutien aux entreprises (25,0 % de l'encours total) progressent sur trois mois (+1,3 %), elles sont en repli sur un an (-13,7 %). En revanche, les encours alloués au secteur du commerce sont en hausse (+4,4 % sur trois mois ; +3,0 % sur un an), impulsés par le rebond du marché automobile au troisième trimestre.

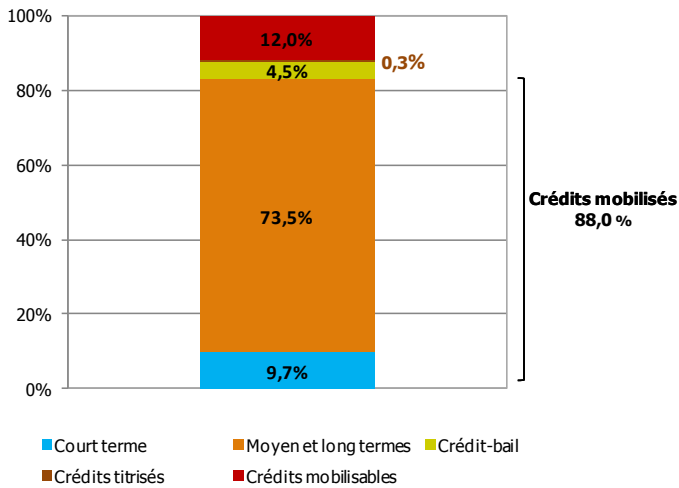
Parmi les autres secteurs financés, les encours alloués dans les activités financières et d'assurance augmentent sur trois mois (+8,5 %) et sur douze mois (+4,4 %). De même, le secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche affiche une croissance de ses encours, tant en glissement trimestriel (+2,9 %) qu'annuel (+4,6 %).

Hors activités immobilières et de holding, les grandes entreprises (GE) concentrent 50,4 % du total des encours mobilisés, contre 30,0 % pour les petites et moyennes entreprises (PME) et 19,6 % pour les très petites entreprises (TPE). L'encours des crédits mobilisés des GE augmente sur trois mois (+1,7 %) mais marque le pas sur un an (-16,1 %). À l'inverse, les encours de crédits des TPE diminuent sur le trimestre (-1,5 %) et progressent modérément sur un an (+0,7 %). Seuls les encours de crédits des PME progressent sur trois mois (+2,7 %) et sur douze mois (+8,4 %).

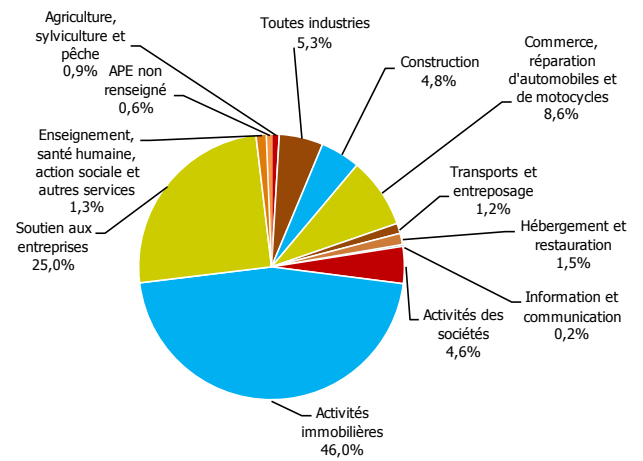
LES ENCOURS DE CRÉDITS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

En millions d'euros	Crédits mobilisés			Crédits mobilisables			Crédits mobilisés et mobilisables		
	Encours	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Encours	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Encours	Glissement trimestriel	Glissement annuel
Agriculture, sylviculture et pêche	40,1	15,5%	5,6%	2,3	-64,1%	-9,5%	42,5	2,9%	4,6%
Toutes industries	203,9	8,2%	24,8%	37,9	-9,7%	31,6%	241,8	5,0%	25,9%
<i>dont industrie manufacturière</i>	73,5	2,5%	-2,6%	11,8	-24,1%	1,6%	85,3	-2,2%	-2,0%
Construction	119,9	9,2%	-13,5%	99,0	-7,2%	-4,7%	218,9	1,1%	-9,7%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	308,8	4,8%	0,8%	79,6	78,4	12,7%	388,4	4,4%	3,0%
Transports et entreposage	46,6	-1,0%	9,4%	9,4	60,6%	76,4%	56,0	5,8%	16,9%
Hébergement et restauration	59,7	4,7%	7,1%	2,2	-24,4%	-47,2%	61,9	3,3%	3,4%
Information et communication	6,9	0,1%	29,6%	3,2	3,9%	275,4%	10,0	1,3%	63,3%
Activités des sociétés	185,0	8,8%	5,4%	18,8	5,4%	-4,6%	203,8	8,5%	4,4%
Activités immobilières	1 866,6	3,6%	16,3%	217,2	3,6%	21,1%	2 083,8	3,6%	16,8%
Soutien aux entreprises	1 061,3	1,2%	-11,3%	72,1	3,6%	-38,6%	1 133,3	1,3%	-13,7%
Enseignement, santé humaine, action sociale et autres services	53,9	6,5%	1,6%	2,5	-18,3%	-31,1%	56,3	5,1%	-0,5%
APE non renseigné	27,8	20,0%	5,8%	1,0	54,8%	29,7%	28,7	20,9%	6,5%
Total	3 980,4	3,8%	4,6%	545,1	0,0%	1,5%	4 525,5	3,4%	4,2%

Répartition des crédits par terme

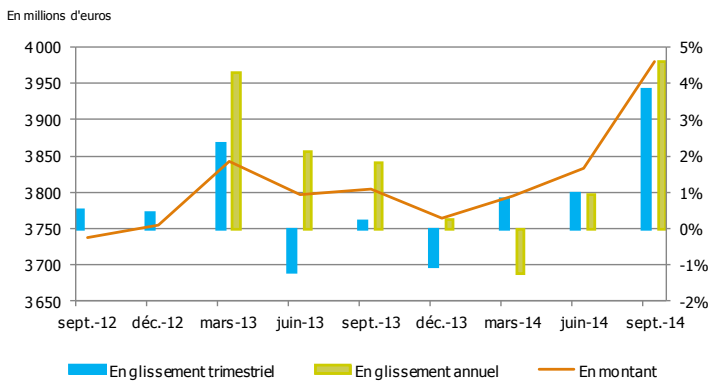


Répartition des crédits par secteur d'activité

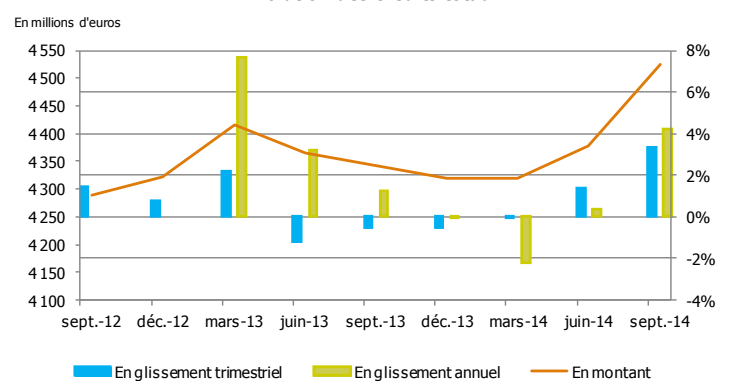


Évolution des crédits mobilisés et des crédits totaux

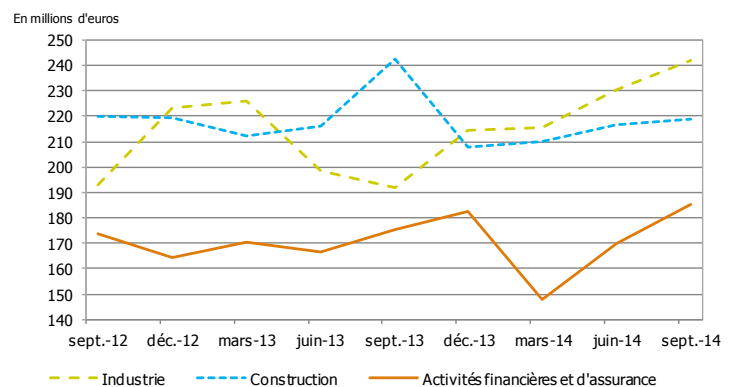
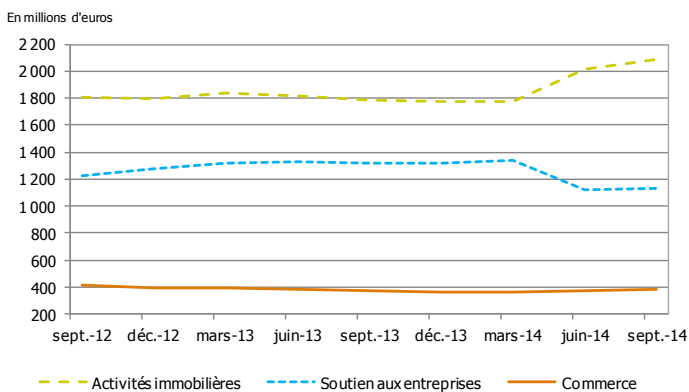
Évolution des crédits mobilisés



Évolution des crédits totaux



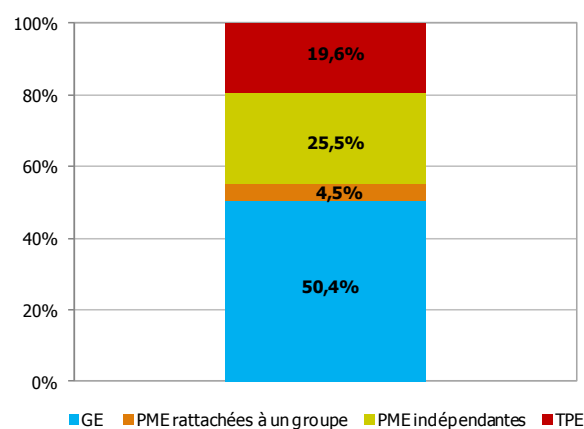
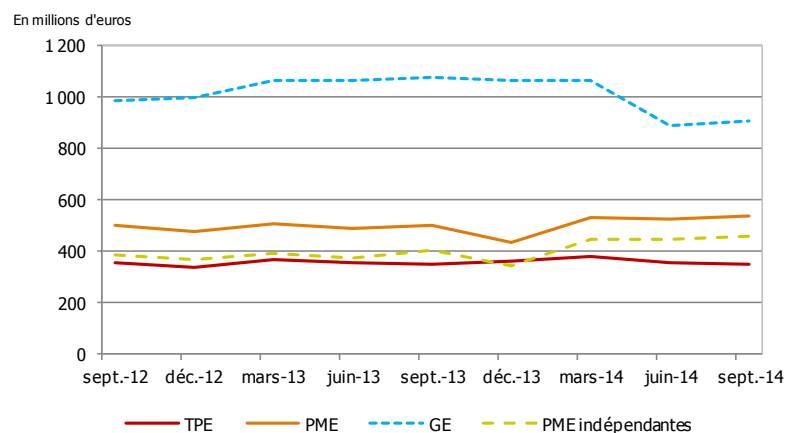
Évolution des crédits totaux dans les principaux secteurs d'activité



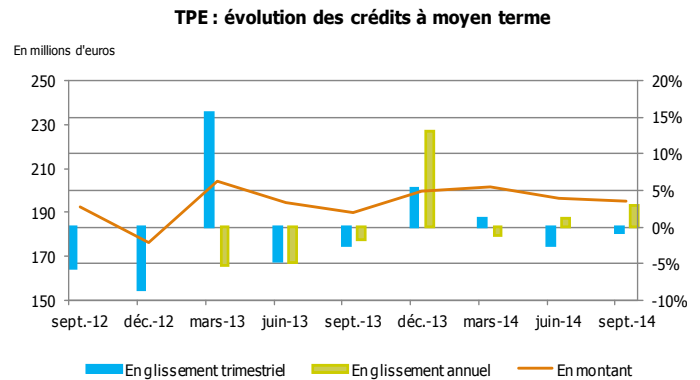
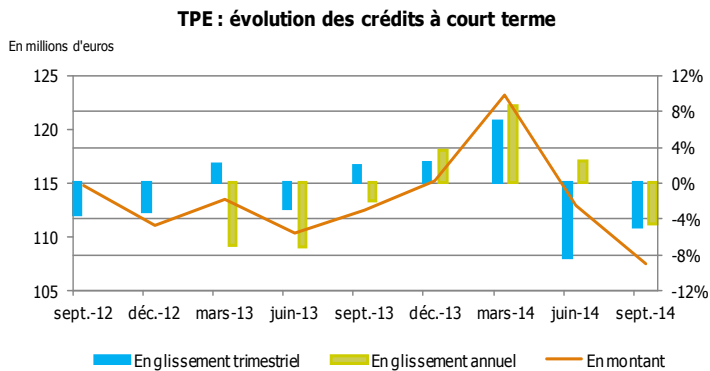
LES ENCOURS DE CRÉDITS PAR TAILLE D'ENTREPRISES

En millions d'euros	Nombre d'entreprises au 30/09/14	mars-13	juin-13	sept.-13	déc.-13	mars-14	juin-14	sept.-14	Glissement trimestriel	Glissement annuel
Crédits CT		41,1	47,2	54,0	34,4	57,7	65,1	69,5	6,8%	28,6%
Crédits MLT		1 023,5	1 015,2	1 024,2	1 026,4	1 005,4	824,5	835,1	1,3%	-18,5%
Crédit-bail		0,1	0,1	0,2	0,2	0,4	0,3	0,3	-7,4%	40,7%
Divers		1,7	1,6	1,5	1,4	1,3	1,2	1,2	-2,0%	-22,0%
Total GE	18	1 066,5	1 064,2	1 079,9	1 062,3	1 064,8	891,1	906,1	1,7%	-16,1%
Crédits CT		151,9	171,8	195,2	132,1	147,3	149,4	157,1	5,1%	-19,5%
<i>dont PME indépendantes</i>		92,2	112,5	148,1	88,1	104,9	108,2	112,6	4,1%	-24,0%
Crédits MLT		295,4	257,1	251,1	251,7	330,8	328,2	336,3	2,5%	34,0%
<i>dont PME indépendantes</i>		281,7	242,7	235,4	236,3	316,7	314,2	321,6	2,3%	36,6%
Crédit-bail		60,6	56,7	50,4	51,2	54,5	47,8	46,1	-3,6%	-8,6%
<i>dont PME indépendantes</i>		20,1	21,0	20,5	20,3	22,6	22,1	24,0	8,4%	16,9%
Divers		1,5	1,1	1,0	0,9	0,4	0,3	0,3	-21,6%	-74,9%
Total PME	490	509,4	486,8	497,8	435,8	533,0	525,8	539,8	2,7%	8,4%
<i>dont PME indépendantes</i>	421	394,1	376,1	404,0	344,7	444,2	444,5	458,2	3,1%	13,4%
Crédits CT		113,5	110,3	112,5	115,2	123,2	113,0	107,4	-4,9%	-4,5%
Crédits MLT		204,0	194,3	189,6	199,6	201,8	195,6	195,0	-0,3%	2,9%
Crédit-bail		46,9	44,5	42,3	41,2	47,4	44,8	46,0	2,6%	8,8%
Divers		5,6	5,1	4,7	4,2	4,1	3,7	3,3	-10,6%	-30,9%
Total TPE	3 117	369,9	354,2	349,2	360,2	376,5	357,1	351,7	-1,5%	0,7%
Holding et administrations d'entreprises	88	177,4	173,2	165,0	163,1	130,3	149,3	153,0	2,5%	-7,2%
Activités immobilières	2 372	1 670,0	1 657,9	1 641,3	1 643,7	1 650,7	1 841,9	1 909,4	3,7%	16,3%
Divers	866	50,3	61,3	72,2	99,5	40,3	67,9	120,4	77,2%	66,7%
TOTAL crédits mobilisés		3 843,5	3 797,6	3 805,3	3 764,8	3 795,7	3 833,2	3 980,4	3,8%	4,6%
Total crédits CT		441,2	464,9	485,9	410,3	442,7	438,7	439,3	0,1%	-9,6%
Total crédits MLT		3 147,8	3 087,6	3 093,0	3 137,4	3 124,4	3 176,1	3 322,6	4,6%	7,4%
Total crédit-bail		230,5	223,4	205,9	198,4	212,1	203,4	204,5	0,5%	-0,7%
Total crédits titrisés		23,9	21,6	20,5	18,7	16,5	15,0	14,0	-6,5%	-31,5%
TOTAL crédits mobilisables		572,5	566,3	536,9	555,8	524,3	545,0	545,1	0,0%	1,5%
TOTAL	6 951	4 416,0	4 363,9	4 342,2	4 320,5	4 320,0	4 378,2	4 525,5	3,4%	4,2%

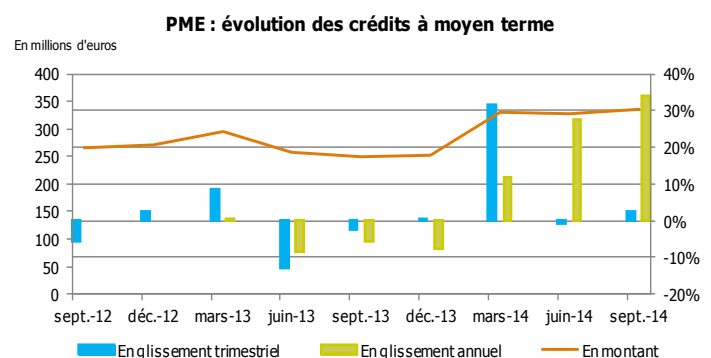
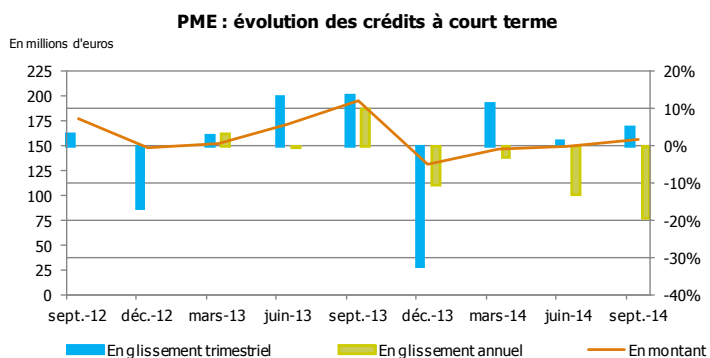
Évolution et répartition des crédits mobilisés par taille d'entreprises



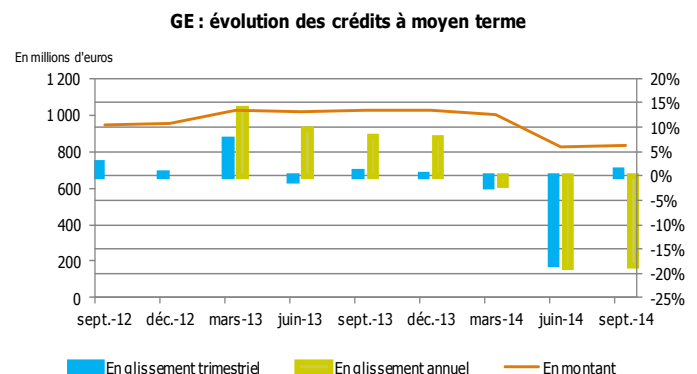
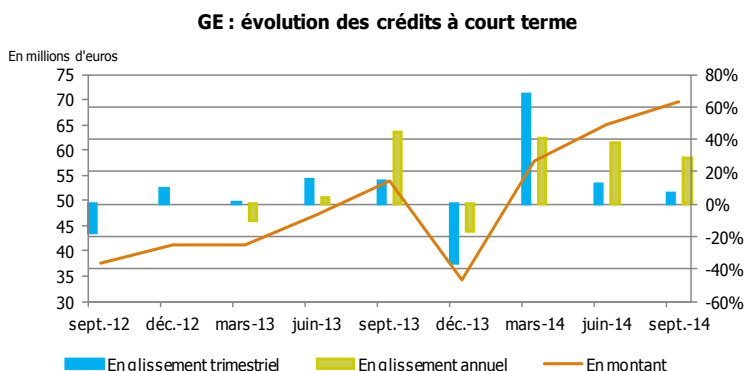
Évolution des crédits mobilisés des TPE par terme



Évolution des crédits mobilisés des PME par terme



Évolution des crédits mobilisés des GE par terme



MÉTHODOLOGIE

Les données utilisées sont établies à partir des déclarations des établissements de crédit au Service central des risques (SCR) de la Banque de France, dès lors que les concours accordés aux entreprises localisées dans les départements d'outre-mer ou les collectivités de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy et Saint-Martin dépassent le seuil de 25 000 euros. Les déclarations portent sur les crédits mobilisés (comprenant les crédits à court terme, à moyen et long terme, le crédit-bail et les crédits titrisés) et les crédits mobilisables (partie non utilisée des crédits confirmés et des crédits documentaires, ainsi que la partie non disponible des crédits en compte d'affacturage). Concernant les entrepreneurs individuels, seuls les encours professionnels sont déclarés.

Les entreprises sont classées en plusieurs catégories (classification figée sur un an) en combinant plusieurs critères :

- les **Grandes entreprises (GE)** : sont celles dont le niveau d'activité est supérieur ou égal à 50 millions d'euros ou dont l'encours de crédits mobilisés (moyenne sur 12 mois) est supérieur à des niveaux sectoriels (correspondant au plus fort endettement, calculé au niveau du 95^e centile), ou dont le maximum de l'encours de crédits mobilisables sur les 12 derniers mois dépasse 20 millions d'euros ;
- les **Petites et moyennes entreprises (PME)** : sont celles dont le niveau d'activité est compris entre 1,5 et 50 millions d'euros ou dont l'encours de crédits mobilisés (moyenne sur 12 mois) est supérieur à 1 million d'euros ;
- les **Très petites entreprises (TPE)** : sont celles dont le niveau d'activité est inférieur à 1,5 million d'euros, sous réserve que l'encours des crédits mobilisés (moyenne sur 12 mois) soit inférieur à 1 million d'euros et le maximum de l'encours mobilisable ne dépasse pas 20 millions d'euros.

Par ailleurs, des regroupements spécifiques sont effectués pour isoler les holdings et les entreprises du secteur « activités immobilières ».

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr